



AGIR ENSEMBLE POUR PRÉSERVER LA PROTECTION SOCIALE!

Ce qui se passe sur l'Assurance chômage est très révélateur de la « transformation » d'ensemble du système de protection sociale, à laquelle conduit la politique du gouvernement sous l'égide du président de la République.

Il y a d'une part les mesures proprement dites qui ont été annoncées. Elles relèvent encore malheureusement d'une politique comptable, qui s'inscrit dans une politique globale de dumping social, pourtant dénoncée par le président de la République il y a quelques jours à l'OIT! C'est cette politique qui consiste à mettre en accusation les systèmes de protection sociale qui seraient trop généreux – aujourd'hui l'Assurance chômage, demain les retraites –, alors que la source du problème est l'échec cumulé des politiques économiques qui n'ont pas réussi à résorber le chômage.

Le Premier ministre, dans son discours de politique générale, faisait le constat que « nous n'en avons pas fini avec le chômage de masse qui enferme dans la précarité, qui lamine des familles et des territoires ». Avec pour seule réponse de sanctionner les demandeurs d'emploi qui subissent la précarité et l'abus des contrats courts (87% des embauches se font aujourd'hui en CDD et parmi ces CDD, 30% sont des CDD d'un jour).

Il y a donc toutes les raisons de s'alarmer de la réforme des retraites annoncée. Elle part du même type de constat de la part du Premier ministre, qui reconnaît que « nous avons aujourd'hui quarante-deux régimes qui assurent globalement un bon niveau de retraite : la France est l'un des rares pays où le niveau de vie des retraités est supérieur à celui de la population ». On a compris la suite du raisonnement : au banc des accusés, les retraités et le système actuel trop

**Le 21 septembre,
FO appelle à un
rassemblement d'ampleur
nationale à Paris.**

généreux! Or, ce ne sont ni les retraités, ni le système qui sont favorisés, mais bien les générations actuelles de salariés qui auront du mal à se constituer une retraite digne de ce nom du fait, là encore pour beaucoup trop d'entre eux, d'une entrée dans la vie active plus tardive, d'emplois insuffisamment stables, à temps partiel subi, mal rémunérés. C'est cela qu'il faut corriger et non revoir à la baisse les droits à la retraite. C'est à l'évidence ce à quoi conduisent un régime universel par points et l'idée du gouvernement d'un âge effectif relevé à 64 ans.

Mais le deuxième aspect de la « transformation » est la poursuite et l'accélération de la marche vers l'étatisation de la protection sociale et l'éviction de la négociation collective et de la pratique contractuelle de sa gestion. Sur l'Assurance chômage, le gouvernement prend en effet ouvertement la main : il a décrété la suppression des cotisations sociales et leur remplacement par la CSG, puis imposé un cadrage de la négociation conduisant inévitablement à l'échec. Dans le

même temps, il a décidé de durcir les contrôles et sanctions à l'encontre des demandeurs d'emploi par décret en décembre dernier. La mise en œuvre de la dégressivité au-dessus de 4 500 euros brut de salaire signe, beaucoup l'ont relevé, la mise en cause du principe assurantiel collectif fondé sur l'ac-

quisition d'un droit par contribution. Telles sont les raisons qui ont amené FO à proposer que les confédérations syndicales s'adressent ensemble formellement au gouvernement pour contester cette « transformation ».

Le 21 septembre, FO appelle à un rassemblement d'ampleur nationale à Paris contre le projet de régime de retraite universel par points, pour le maintien des quarante-deux régimes existants et contre le recul de l'âge de départ. Que ce soit clair : s'il faut aller à la grève d'ensemble pour préserver la retraite et la protection sociale, FO y est prête et déterminée.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr